

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10617 - LUNDI 19 JUIN 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Fête des parents : Les personnes âgées saluées pour leur contribution à façonner la société



Environnement :
Lancement d'un atelier regroupant les principales parties prenantes pour la préparation du plan de mise en œuvre de Kigali

Page 3

France
Emmanuel Macron et le prince héritier saoudien "en faveur de la stabilité" au Moyen-Orient



Environnement

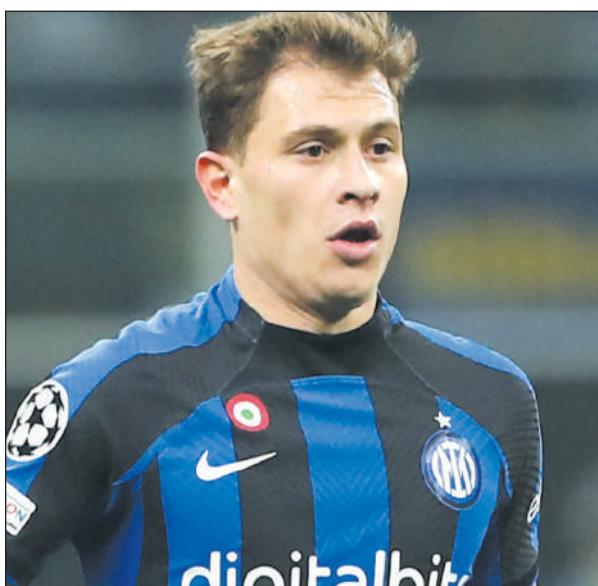
À cinq mois de la COP28, la réduction des énergies fossiles constitue toujours un blocage



Boris Johnson coupable d'avoir menti au Parlement dans l'affaire du «partygate»



Foot News



Newcastle United sur le point de signer Nicolo Barella pour 50 millions de livres sterling

Page 8

Tottenham offre 50M€ pour le duo Maddison-Barnes



A la télé aujourd'hui



06.17 Rich Man, Poor Man
07.15 Film: Bull Shark
08.45 Serial: Airwolf
09.30 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.50 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel
13.40 Imperio De Mentiras



07.07 Local: Inspiration
08.01 Serge Fet Lamizik
10.32 Local: Le Challenge
11.00 Local: Les Klips
11.44 Local: Nu Rasinn
13.00 La Journee Sous Le Regard Du Seigneur
12.33 Local: Glwar Dantan
13.58 Local: Elle
14.51 Local: Inspiration



07.00 Serial: Chacha Bhatija
09.35 Serial: Chhotki Dulhin
10.21 Serial: Bhaag Na Bachhe Koi
12.02 Film: Majboor
14.29 Mag: DDI Mag
14.59 Live: Samachar
15.21 Bhagwan Ab Ho Kitne Door
15.40 Kundali Bhagya
17.31 Radha Krishna



06.00 Doc: Eye On SADC
08.00 Doc: Hotel
08.49 Doc: Southern Japan...
10.13 Doc: Thank You For The Rain
11.03 Doc: World Capitals
11.25 Mag: Luana's Kitchen
11.38 Mag: Global 3000
12.27 Mag: Healthy Living
12.36 Mag: Arts 21



14.25 Serial: Zindagi Mere Ghar..
15.00 Serial: Bade Acche Lagte Hai 2
15.26 Film: Mann Starring: Aamir Khan, Manisha Koirala, Sharmila Tagore
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya

14.15 Serial: Airwolf
15.21 Film: Mon Mariage Avec Mon Meilleur Ami
17.30 The Gardener's Daughter
18.30 Wagle Ki Duniya
18.55 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.25 Serial: Le Livre Perdu Des Sortileges
21.15 Serial: Billions
22.15 Serial: Blue Bloods

15.18 Local: Tipa Tipa Nu Avance
16.02 Local: Les Klips
17.11 Local: Radio Vision
18.04 Imperio De Mentiras
18.30 A Que No Me Dejas
19.00 Zournal Kreol
19.30 Rodrig: Feminin Pluriel
20.00 Local: Proze Dime
20.30 Local: Accords Parfaits
21.02 Eclairage Economique
21.20 Local: Fam Model

18.00 Live: Samachar
18.29 Ved Ki Shikshayen
19.00 Local: Radha Krishna
19.30 Excerpts From Shiv...
20.10 Local: Charcha
20.30 Film: Patthar Aur Payal
23.03 Jijai Chhat Par Hain
23.25 Yeh Teri Galiyan
00.19 Ved Ki Shikshayen
00.49 Local: Ayush
00.49 Local: Excerpts From Shiv Abhishek
01.55 Local: Charcha

14.01 Doc: Southern Japan....
15.00 D.Anime: The Story Of Bookworm Gogo
15.22 D.Anime: Panda And Little...
15.34 La Petite Ecole...
15.46 Fast And Furious
16.11 The Adventure Of...
16.33 D.Anime: Mondo Yan
16.43 D.Anime: Sissi
18.30 Mag: The 77 Percent
18.55 Doc: World Heritage
19.00 Student Support Prog
21.36 Film: Eaten By Lions

19.00 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke...
20.08 Sasural Simar Ka 2
20.36 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.32 Mere Sai
22.04 Kismat Ki Lakiron Se
22.29 Kabhi Kabhie Ittefaq...
22.53 Patiala Babes
23.30 Film: Mann Starring: Aamir Khan, Manisha Koirala, Sharmila Tagore

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Elon Musk veut doter un premier humain d'implants cérébraux Neuralink dès 2023



Le milliardaire américain et patron de Tesla et SpaceX, Elon Musk, a donné une conférence vendredi devant près de 4 000 passionnés de technologies, après une rencontre en fin de matinée avec le président français Emmanuel Macron. Aucune annonce n'a été faite concernant l'éventuelle installation d'une usine Tesla en France.

Elon Musk, l'excentrique et controversé patron de Tesla et SpaceX, a tenu une conférence vendredi 16 juin devant 3 600 fans de "tech" à Paris, après avoir rencontré à la mi-journée Emmanuel Macron pour parler d'intelligence artificielle et de voitures électriques.

Pendant deux heures au Dôme de Paris, invité du salon VivaTech, le controversé milliardaire, qui possède également SpaceX, a collé à son image de visionnaire sans complexe, distillant ses conseils de réussite à des dirigeants de start-up et des aspirants entrepreneurs fascinés.

Il n'a en revanche pas dit un mot concernant l'éventuelle installation d'une usine Tesla en France.

Il avait pourtant promis en mai, à l'occasion du salon "Chose France", que le constructeur de voitures électriques ferait "des investissements significatifs" dans le pays. "Travaillons ensemble", a néanmoins tweeté en anglais le chef de l'État après leur rencontre, à l'instant même où le dirigeant américain démarrait à sa conférence.

Implants cérébraux

Seule annonce d'Elon Musk à cette occasion : il a dit vouloir doter en 2023

un premier être humain d'implants neuronaux de sa société Neuralink, qui vient d'obtenir l'autorisation pour réaliser des tests aux États-Unis. "Plus tard cette année, nous ferons notre première implantation d'une puce chez l'humain, pour quelqu'un qui a une forme de tétraplégie", a-t-il lancé.

Le but de ces puces cérébrales est de faire communiquer directement cerveaux et ordinateurs, pour aider des personnes paralysées ou souffrant de maladies neurologiques.

Durant son show, devant une salle surchauffée, il aussi défendu un Twitter libre de toute censure et estimé que l'intelligence artificielle risquait de déclencher une "apocalypse" pour l'humanité. Des positions que ce libertarien a déjà répété maintes fois.

"Si nous sommes frappés par une apocalypse déclenchée par l'intelligence artificielle, je crois que j'aimerais quand même être vivant à ce moment-là", a-t-il souri.

Mais il n'a rien lâché sur le fond. À la patronne d'Orange Christel Heydemann qui l'interpellait abruptement sur les raisons pour lesquelles Twitter venait de quitter le code de

bonne conduite de l'Union européenne sur la désinformation, Elon Musk a répliqué : si "quelqu'un qui dit quelque chose que vous n'aimez pas" est bloqué, "ce n'est qu'une question de temps pour que la censure se retourne contre vous".

Se retranchant derrière sa conception de la liberté d'expression, il a toutefois fini par admettre que "si vous étiez harcelé (sur le réseau social), c'était une mauvaise expérience".

Un Elon Musk décomplexé

Au passage, il a reconnu avoir payé trop cher – 44 milliards – Twitter. "Si je suis si intelligent, pourquoi l'ai-je payé aussi cher ?" a-t-il ironisé. "Je ne suis pas le diable", a-t-il aussi lancé avec un rire sardonique au cofondateur de VivaTech, Maurice Lévy, qui animait cette conférence.

Auparavant, il avait déjeuné avec le patron de LVMH Bernard Arnault, avec qui il se dispute la tête du classement annuel des plus grandes fortunes mondiales du magazine Forbes.

Le show d'Elon Musk en France n'est pas fini : il a accordé un entretien à France 2 qui sera diffusé lundi soir après le JT de 20 h.

Précédemment, Elon Musk avait rencontré jeudi à Rome la cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni. Ils ont évoqué quelques "sujets cruciaux" comme les "risques de l'IA" et la "natalité", a-t-elle tweeté.

Le patron américain, aux positions politiques extrêmes, est devenu la coqueluche des conservateurs outre-Atlantique pour son combat contre la censure et pour avoir rétabli le compte de l'ex-président Donald Trump.

Lindau Nobel Laureate Meeting 2023:

La VPM Dookun-Luchoomun remet des billets d'avion au candidat mauricien

La vice-première ministre (VPM), ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Mme Leela Devi Dookun-Luchoomun, a remis, à Phoenix lors d'une cérémonie officielle, des billets d'avion au candidat mauricien du 72e lauréat du prix Nobel de Lindau Réunion, qui se tiendra en Allemagne du 25 au 30 juin 2023.

De hauts responsables du ministère et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Dans son allocution, la VPM Dookun-Luchoomun a souligné que Mlle Annaëlle Kate Siaw Lim Hip Kam, qui a été nominée pour participer au Lindau Nobel Laureate Meeting 2023, est actuellement doctorante à l'Université de Maurice dans le domaine de la nutrition moléculaire. Elle a souligné que, chaque année, de jeunes chercheurs et scientifiques ont la possibilité de rencontrer des lauréats du prix Nobel afin de discuter de questions scientifiques importantes.

La VPM a félicité Mlle Hip Kam pour sa nomination et a exprimé l'espoir que cette dernière pourra partager ses expériences avec d'autres chercheurs et étudiants à son retour de la réunion des lauréats du



prix Nobel de Lindau. Elle a en outre fait remarquer que Maurice a commencé à participer à la réunion en 2012, alors qu'une trentaine de Mauriciens ont été sélectionnés pour participer à cet événement à ce jour.

En outre, la VPM Dookun-Luchoomun a souligné que son ministère s'est engagé à promouvoir les matières STEM (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) à Maurice afin d'impliquer davantage de jeunes dans cette filière d'études. Elle a également indiqué que le ministère, à travers ses efforts, espère favoriser la recherche scientifique et l'échange de bonnes pratiques parmi les jeunes.

Quant à Mlle Hip Kam, elle a exprimé sa gratitude pour sa nomination pour participer au Lindau Nobel Laureate Meeting 2023 et représenter Maurice lors de l'événement. Elle a souligné son engagement à partager son expérience avec ses pairs une fois de retour à Maurice. Miss Hip Kam a également saisi cette opportunité pour partager ses recherches actuelles sur le potentiel pharmacologique des aliments cultivés localement contre le cancer.

Il est rappelé que la prochaine réunion de Lindau sera consacrée à la physiologie et à la médecine, et environ 40 lauréats du prix Nobel de ce domaine contribueront à un programme polyvalent à Lindau. Quelque 635 jeunes scientifiques du monde entier ont reçu leur invitation à participer à la réunion des lauréats du prix Nobel de Lindau 2023. Ils auront l'occasion d'écouter des conférences, des discussions Agora, des tables rondes ainsi que des échanges personnels avec les lauréats du prix Nobel et les autres jeunes scientifiques.

Fête des parents : les personnes âgées saluées pour leur contribution à façonner la société

Une cérémonie s'est tenue, dans le cadre des célébrations de la Fête des Parents en présence du Président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, au Restaurant Indra au Domaine Les Pailles.

La ministre de l'Intégration Sociale, de la Sécurité Sociale et de la Solidarité Nationale, Madame Fazila Jeewa-Daureeawoo ; la première Dame, Mme Sayukta Roopun ; la présidente de la Hindu House, Mme Luxshmee Ramdhun Bundhun; le président du conseil des seniors, M. Hanslall Seebaruth ; l'épouse de feu Sir Anerood Jugnauth, Lady Sarojini Jugnauth; et d'autres personnalités étaient présentes.

L'événement a été organisé par la Hindu House en collaboration avec l'Association des personnes âgées et le restaurant Indra. Des châles ont également été distribués aux seniors à cette occasion.

Dans son discours d'ouverture, le Président Roopun a souligné que les seniors ont, au fil des années, grandement contribué à positionner le pays sur la voie du progrès tout en préservant la paix, l'harmonie sociale et les valeurs dans une société en évolution.

M. Roopun a souligné que les familles ont le rôle important d'inculquer des valeurs fondamentales telles que le respect, l'amour, l'honnêteté, la paix et la non-violence à leurs membres dès le début. Ces valeurs, a-t-il ajouté, font ressortir la bonté fondamentale des êtres humains, de la société et du pays dans son ensemble.

De plus, le président a souligné que le gouvernement a à cœur le bien-être de la population et a prévu plusieurs mesures dans le budget 2023-24 pour aider les familles à vivre une vie décente telles que la



gratuité des soins pour les enfants atteints de cancer tout au long de leur traitement ; et une augmentation de l'allocation de retraite.

M. Roopun a observé que les personnes âgées font partie de l'un des piliers les plus importants de la société. Sur cette note, il les a encouragés à participer au renforcement des liens au sein de leurs familles et à promouvoir les valeurs familiales entre les générations même s'ils ne vivent pas avec leurs enfants ou petits-enfants.

Pour sa part, la ministre Jeewa-Daureeawoo a réitéré les objectifs fondamentaux du gouvernement d'améliorer la qualité de vie de la communauté des personnes âgées et de veiller à ce qu'elle reçoive les installations et le soutien nécessaires pour vivre dans les meilleures conditions. Le gouvernement, a-t-elle dit, reconnaît les précieuses contributions des personnes âgées qui ont considérablement contribué au progrès socio-économique de

Maurice.

Les personnes âgées, a-t-elle souligné, sont les dépositaires de valeurs et de traditions et, avec leurs riches expériences de vie, jouent un rôle déterminant en agissant comme guides pour la nouvelle génération. Par conséquent, assurer leur bien-être et leur donner leurs droits tout en leur accordant le respect et la considération qu'ils méritent, reste au cœur de l'agenda du gouvernement, a-t-elle ajouté.

À cet égard, elle a souligné qu'une série de mesures clés ont été prises pour assurer une vie décente et confortable aux aînés depuis 2014 jusqu'au dernier budget 2023-24. Elle s'est appesantie sur certaines mesures dont la pension de vieillesse qui a été portée à Rs 11 000 à compter du 1er juillet 2023, contre seulement Rs 3 623 en 2014 et l'augmentation du nombre de médecins de la sécurité sociale qui font des visites à domicile de 35 à quelques 330.

Par ailleurs, la ministre a indiqué que l'allocation d'invalidité de la CSG de Rs 2 500 destinée à couvrir les cas où le taux d'invalidité est compris entre 40 et 59 % a été revue pour évaluer l'invalidité des personnes amputées, de sorte que désormais une personne amputée ou a perdu son bras, sa jambe ou sa main bénéficiera de la pension d'invalidité de base de Rs 11 000.

La ministre Jeewa-Daureeawoo a également parlé d'autres initiatives mises en œuvre pour le bien-être des personnes âgées, telles que l'octroi de subventions pour l'achat de matériel d'assistance comme des fauteuils roulants, des appareils auditifs et des lunettes ; visites médicales gratuites; le lancement d'une application de sécurité « Sekrite » pour les seniors et le plan stratégique et d'action de prise en charge intégrée des personnes âgées (ICOPE) 2022-2026.

ICOPE, a souligné la ministre, a été lancé en mars 2023 et vise à améliorer la santé et le bien-être des personnes âgées par la prévention, la protection et la réduction de la dépendance aux soins. « Ce plan d'action témoigne des efforts continus déployés pour le bien-être des personnes âgées du pays », a-t-elle déclaré.

La ministre Jeewa-Daureeawoo a souligné que les associations de personnes âgées sont des partenaires importants du gouvernement pour aider à garantir que la communauté des personnes âgées bénéficie d'un vieillissement actif et participe à des activités sociales, culturelles, éducatives et récréatives pour les maintenir en forme physiquement et mentalement. A ce titre, elle a exprimé sa gratitude aux associations affiliées au Conseil des Seniors qui sont actives.

Environnement:

Lancement d'un atelier regroupant les principales parties prenantes pour la préparation du plan de mise en œuvre de Kigali

Un atelier regroupant les principales parties prenantes pour la préparation du Plan de mise en œuvre de Kigali (KIP) dans le cadre du Protocole de Montréal, a débuté, en présence du ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, M. Kavydass Ramano, au Ravenala Attitude Hôtel à Baclava.

Le Protocole de Montréal est un traité international visant à protéger la couche d'ozone en éliminant progressivement la production et la consommation de nombreuses substances responsables de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Le protocole a été adopté le 16 septembre 1987 et est entré en vigueur le 1er janvier 1989. Maurice est partie au Protocole de Montréal depuis 1992 et a ratifié l'Amendement de Kigali en octobre 2019.

S'adressant aux participants, le ministre Ramano a souligné que l'objectif principal de l'atelier est de réfléchir à la voie à suivre pour la mise en œuvre du KIP visant à réduire la consommation et la production d'hydrofluorocarbures (HFC).

Les HFC, a-t-il observé, sont fabriqués pour être utilisés comme substituts aux substances appauvrissant la couche d'ozone et sont de puissants gaz à effet de serre avec un potentiel de réchauffement global jusqu'à 12 000 fois supérieur à celui du



dioxyde de carbone. Les HFC contribuent à accentuer les impacts du changement climatique, a-t-il déclaré, ajoutant que leurs émissions devraient augmenter de 30 % d'ici 2030.

"En tant que petit État insulaire en développement, nous plaidons dans notre position nationale sur le changement climatique pour que les négociations sur le climat limitent l'augmentation de la température à

moins de 1,5 degré Celsius et nous avons également pris un objectif ambitieux de 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030", a déclaré le ministre Ramano.

Il a en outre rappelé que la communauté mondiale avait convenu d'adopter l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal en 2016 pour définir une voie de réduction progressive des HFC d'ici 2045.

Dans le cadre du KIP, a-t-il souligné, Maurice est tenue d'élaborer une stratégie globale pour aider le pays à atteindre son objectif de réduction des HFC en 2030 et donc la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles.

« Il est donc important de développer un inventaire solide pour calculer et convenir d'une base de référence précise pour les HFC, ce qui est essentiel pour les objectifs de réduction progressive qui doivent être atteints dans le cadre du KIP », a déclaré le ministre.

Le ministre a exprimé sa gratitude au Secrétariat du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal pour le soutien financier et à l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) pour leur assistance technique à Maurice pour la réalisation de nos engagements dans le cadre du Protocole de Montréal.

Il a également mentionné que la GIZ a embauché deux consultants locaux pour la préparation du KIP et a fourni des outils et des équipements aux institutions pour dispenser des formations dans des sous-secteurs clés, à savoir : la fabrication/l'assemblage d'appareils ; entretien pour les catégories domestiques, commerciales et industrielles pour la réfrigération; Stationnaire; et la climatisation mobile, entre autres.

France

Emmanuel Macron et le prince héritier saoudien "en faveur de la stabilité" au Moyen-Orient

Le prince héritier saoudien a rencontré vendredi le président français Emmanuel Macron à l'Élysée. Les deux dirigeants ont rappelé "leur attachement partagé en faveur de la sécurité et de la stabilité au Proche et Moyen-Orient" et "marqué leur volonté de poursuivre leurs efforts conjoints en faveur d'un apaisement durable des tensions".

Une visite qui fait polémique. Le président français Emmanuel Macron et le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, se sont entretenus vendredi 16 juin à l'Élysée. Emmanuel Macron a accueilli pour un déjeuner de travail, "MBS", surnom du jeune (37 ans) dirigeant de facto du riche royaume pétrolier.

Après le nouvel échec du Parlement libanais à élire un président, la situation du pays du Cèdre, où Riyad conserve une influence cruciale, a été au centre des discussions.

L'absence de président depuis huit mois, "reste l'obstacle majeur à une résolution de la sévère crise socio-économique" du Liban, a relevé la présidence française dans un communiqué publié à l'issue de la rencontre.

Emmanuel Macron et le prince saoudien ont également rappelé "leur attachement partagé en faveur de la sécurité et de la stabilité au Proche et Moyen-Orient" et "marqué leur volonté de poursuivre leurs efforts conjoints en faveur d'un apaisement



durable des tensions", a ajouté la présidence française.

Il s'agit de la deuxième visite du prince, après celle de juillet 2022, qui avait suscité l'indignation des défenseurs des droits humains et de la gauche française.

MBS revenait alors à Paris pour la première fois depuis l'assassinat en 2018 en Turquie du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, imputé au prince héritier notamment par le renseignement américain, et qui lui vaut une réputation sulfureuse en Occident.

La question de l'Ukraine a aussi été abordée vendredi alors qu'Emmanuel Macron tente de convaincre les pays émergents de condamner l'invasion russe.

Contexte international mouvant

Le président français a exprimé au prince saoudien "sa profonde préoccupation face à la guerre d'agression de la Russie (...), son impact désastreux sur les populations civiles et ses répercussions sur la sécurité alimentaire", a indiqué l'Elysée.

Sur le plan bilatéral, la France est disposée à aider l'Arabie saoudite "dans le renforcement de ses capacités de défense" et les entreprises françaises souhaitent "continuer de l'accompagner dans la mise en œuvre de son ambitieuse Vision 2030", un vaste programme de réformes, a-t-on ajouté.

"La rencontre est importante pour les deux côtés dans un contexte international et moyen-oriental mouvant", souligne Ziad Majed, professeur à l'université américaine de Paris.

La France, "seul acteur occidental qui préserve des liens avec l'Iran tout en étant un allié des monarchies du Golfe", s'efforce "depuis un moment" de revenir sur la scène moyen-orientale, explique-t-il à l'AFP.

MBS s'est, lui, clairement positionné comme soutenant un ordre et une stabilité régionale, même si cela passe par "l'étouffement de la contestation", ajoute le professeur.

En témoigne le sort de sept jeunes Saoudiens, condamnés à mort pour "de soi-disant crimes" commis quand ils étaient mineurs, selon Amnesty international. Le plus jeune avait, selon l'ONG, 12 ans au moment des faits.

Pour la secrétaire générale d'Amnesty France Agnès Callamard, Emmanuel Macron doit "tout faire" pour leur sauver la vie. L'Élysée rappelle à cet égard que la France est opposée en toutes circonstances à la peine de mort.

L'Arabie saoudite est le pays qui, avec les autres monarchies du Golfe, peut soutenir financièrement le Liban plongé dans une crise historique alors que les

Européens sont focalisés sur l'Ukraine.

Intérêts économiques

Mais, pour Amnesty international, il est "absolument contreproductif" de solliciter Riyad. "Ce n'est pas parce qu'ils ont de l'argent que l'on peut leur demander de s'investir dans un pays dont ils ont kidnappé le Premier ministre", estime Agnès Callamard.

En 2017, le Premier ministre Saad Hariri avait annoncé sa démission depuis Riyad, accusée par la classe politique libanaise de le retenir en otage. Une intervention de la France l'avait sorti d'affaires.

Jean-Yves Le Drian, nouvel envoyé spécial d'Emmanuel Macron pour le Liban, n'était pas présent vendredi lors de la rencontre à l'Élysée.

Ahmed Benchemsi, de l'ONG Human Rights Watch, déplore lui aussi cette visite.

"Je trouve regrettable de serrer la main d'un dirigeant dont la responsabilité dans l'assassinat barbare d'un journaliste a été démontrée, en faisant comme si de rien n'était", relève-t-il.

MBS prévoit de rester longtemps en France où il possède plusieurs demeures, dont un somptueux château à Louveciennes, près de Paris.

Il entend notamment défendre les intérêts économiques du royaume et pousser sa candidature à l'exposition universelle de 2030, soutenue par Paris. Il assistera à la réception officielle de présentation de candidature.

Il participera aussi les 22 et 23 juin au sommet pour un nouveau pacte financier mondial organisé par l'Élysée.

Environnement

À cinq mois de la COP28, la réduction des énergies fossiles constitue toujours un blocage

La nécessité d'accélérer la réduction des énergies fossiles s'est imposée dans les débats préalables à la COP28 de Dubaï en décembre, mais pas encore au cœur des négociations, en raison de l'opposition de certains pays émergents, dont la Chine, qui réclament d'abord des efforts financiers des pays riches.

Le bras de fer financier se poursuit entre pays riches et pays émergents sur la réduction des gaz à effet de serre. Alors que la nécessité d'accélérer la réduction des énergies fossiles s'est imposée dans les débats préalables à la COP28 de Dubaï en décembre, celle-ci suscite toujours la résistance de certains pays émergents, dont la Chine, qui réclament d'abord des efforts financiers des pays riches.

La question a empoisonné la conférence que les représentants de 200 pays ont conclue jeudi à Bonn, siège de l'ONU Climat, après dix jours de travaux portant sur les défis du changement climatique : transition énergétique équitable, aide à l'adaptation, mise en place d'un fonds pour financer les "pertes et dommages" des plus pauvres, etc.

Ces discussions, qui n'ont produit que des avancées techniques, sont cruciales pour espérer des décisions à la COP28 susceptibles de remettre l'humanité sur la trajectoire la plus ambitieuse de l'accord de Paris : limiter le réchauffement à 1,5°C depuis l'ère préindustrielle. Le rythme

actuel des émissions emmène la Terre vers + 2,8°C d'ici 2100.

"Le changement climatique n'est pas une problématique 'Nord contre Sud', c'est un raz-de-marée qui ne fait aucune distinction" et "la seule façon d'éviter d'être engloutis est d'investir dans l'action climatique", a mis en garde le secrétaire exécutif de l'ONU Climat, Simon Stiell, lors de la clôture.

Dans son viseur, le long bras de fer qui a opposé l'Union européenne et le groupe des LMDC (une vingtaine de pays dits émergents, dont la Chine, l'Inde et l'Arabie Saoudite), au point de menacer la validité des travaux.

L'UE, soutenue par des États insulaires ou d'Amérique latine, entendait renforcer les discussions sur la réduction des gaz à effet de serre. Mais elle s'est vu demander en retour des négociations supplémentaires sur l'aide financière que les pays riches, principaux responsables historiques du réchauffement, doivent aux pays pauvres. Sans avoir respecté jusqu'ici leurs promesses.

"La réticence des pays développés à s'engager réellement" sur les financements a été dénoncée par l'ambassadeur cubain, qui s'exprimait au nom du groupe G77 + Chine (en fait 134 pays en développement, plus de 80 % de la population mondiale).

"Chaque pays a le droit de suivre ses propres voies de développement et de transition", a-t-il encore rappelé dans sa décla-



ration finale, soutenue par la plupart des pays du Sud, qui ont perdu confiance dans les pays développés.

Les énergies fossiles, "incompatibles" avec la survie de l'humanité

"Nous respectons nos engagements en matière de financement climatique", a déclaré l'Union européenne, rappelant la nécessité de diversifier les sources d'argent alors que l'essentiel de la finance climat privée échappe aux pays en développement.

La question sera au cœur du sommet de Paris pour un Nouveau pacte financier mondial les 22 et 23 juin. Et encore sur le devant de la scène en septembre, au sommet sur l'action climatique organisé à New York par le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui a dénoncé jeudi les énergies fossiles "incompatibles" avec la survie de l'humanité.

Les yeux sont surtout tournés vers le président de la COP28, le très scruté patron

de la compagnie pétrolière des Emirats arabes unis, Sultan al-Jaber, venu à Bonn les 8 et 9 juin. Accueilli sous la pression des militants écologistes, il s'est contenté de rencontrer les délégations, sans tenir de conférence de presse.

"Il est temps pour lui de passer du mode écoute au mode action", estime Alden Meyer, vétéran des COP au centre de réflexion E3G, regrettant une "opportunité ratée" de le faire à Bonn. Dans un basculement de langage symbolique, Sultan al-Jaber a toutefois reconnu lors d'une réception que la réduction des énergies fossiles était "inévitable".

Mais les observateurs attendent encore une feuille de route concrète en vue de la COP Dubaï, qui se tiendra dans le sillage du tout premier bilan mondial, en septembre, des progrès accomplis par les nations pour réduire leurs émissions depuis 2015.

"L'écart entre les résultats politiques de Bonn et la dure réalité climatique semble déjà absurde", souligne Li Shuo, expert de Greenpeace, qui y voit le "prélude aux turbulences politiques de la COP28".

A Dubaï, pour la première fois, les participants devront déclarer leurs éventuels liens ("affiliations") avec des entreprises, une victoire pour la société civile qui réclamait cette mesure contre l'influence masquée des industries fossiles.

Le cyclone Biparjoy s'affaiblit après avoir frappé l'Inde

Deux hommes ont péri noyés et des centaines d'arbres et de poteaux électriques ont été déracinés par le cyclone Biparjoy qui s'est affaibli vendredi en se déplaçant vers le Pakistan après avoir frappé la côte indienne.

Plus de 180 000 habitants de l'État indien du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, et du Pakistan voisin ont été préventivement déplacés de la zone que devait traverser Biparjoy — « désastre » en bengali — selon les prévisions.

Moins puissante que prévu, la « très forte tempête cyclonique » a franchi la côte près du port de Jakhau jeudi soir et a soufflé des vents soutenus atteignant 125 km/h, avant de commencer à perdre de sa puissance quelques heures plus tard.

Les prévisionnistes indiens s'attendent à ce qu'elle se calme et devienne une dépression modérée d'ici vendredi soir.

Deux hommes dans la région de Bhavnagar se sont noyés jeudi soir, après avoir été emportés par les eaux, selon le gouvernement de l'État de Gujarat.

Auparavant, le directeur des secours, C.C. Patel, avait fait état de 23 blessés dans cet État.

Des centaines de poteaux électriques ont été arrachés le long de la côte, entraînant des coupures de courant dans la majeure partie de la région, a précisé un porte-parole du gouvernement du Gujarat.

Plusieurs centaines d'arbres ont également été déracinés et les équipes d'ur-



gence ont du mal à accéder aux villages en raison des débris sur les routes.

« Je n'ai jamais rien vu de tel auparavant », a déclaré Mukesh Pattni, 22 ans, depuis le magasin en béton où il s'est réfugié avec dix autres membres de sa famille. « Je n'ai rien mangé depuis hier. Les arbres tombent, tout s'effondre. »

Près de 500 maisons ont été partiellement endommagées après le passage du cyclone, a déclaré le commissaire aux secours de l'État, Alok Pandey.

Plus de 100 000 habitants de cet État avaient quitté les zones côtières pour s'abriter à l'intérieur des terres, selon les autorités.

Au Pakistan, la ministre du Changement climatique, Sherry Rehman, a annoncé que 82 000 personnes avaient été évacuées des zones côtières du sud-est.

« Largement épargné »

Vendredi matin, Mme Rehman a indiqué dans un message sur Twitter que son pays

avait été « largement épargné par la tempête au sommet de sa force ».

Des précipitations de plus de 30 cm sont toutefois prévues pour certaines zones côtières du Pakistan vendredi et samedi, accompagnées d'ondes de tempête pouvant atteindre 2,5 mètres.

Les magasins ont fermé tôt jeudi soir dans la ville pakistanaise de Badin et les rues habituellement animées se sont vidées à la tombée de la nuit.

« Tout le monde est extrêmement effrayé », a déclaré vendredi Iqbal Mallah, un fonctionnaire de 30 ans.

Les cyclones sont fréquents dans cette région de l'océan Indien, où vivent des dizaines de millions de personnes. Mais les scientifiques expliquent que ces phénomènes gagnent en puissance en raison du réchauffement climatique.

L'un d'entre eux, le climatologue à l'Institut indien de météorologie tropicale Roxy Mathew Koll, a expliqué que les cyclones puisaient leur énergie dans les eaux chaudes et que les températures de surface dans la mer d'Arabie, aussi appelée mer d'Oman, étaient d'1,2 à 1,4 degré Celsius plus élevées qu'il y a quatre décennies.

« Le réchauffement rapide de la mer d'Oman, associé au réchauffement climatique, a tendance à augmenter le flux de chaleur de l'océan vers l'atmosphère et à favoriser des cyclones plus intenses », a-t-il résumé.

Boris Johnson coupable d'avoir menti au Parlement dans l'affaire du « partygate »



Du jamais vu pour la démocratie britannique : Boris Johnson a été reconnu coupable jeudi par une commission d'enquête parlementaire d'avoir menti au Parlement dans l'affaire du « partygate » quand il était au pouvoir, poussant l'ex-premier ministre à crier à l'« assassinat politique ».

L'ancien dirigeant conservateur, qui s'apprête à fêter ses 59 ans, a remis avec fracas son siège de député la semaine dernière après avoir été notifié des conclusions accablantes de ces 14 mois d'enquête sur les fêtes tenues à Downing Street pendant les confinements anti-COVID.

Il avait alors vivement attaqué son successeur Rishi Sunak, et ce dernier doit désormais gérer un ennemi de poids qui est déterminé à ne pas rester dans l'ombre et qui a une nouvelle fois laissé éclater sa colère jeudi.

Dans un long communiqué extrêmement agressif, il réaffirme penser ne rien avoir fait de mal et dénonce le « mensonge » et les conclusions « de malade » de la commission.

Il accuse cette dernière d'avoir voulu porter « le dernier coup de couteau d'un assassinat politique » : « C'est une journée sombre pour les députés et pour la démo-

ratie. Cette décision signifie qu'aucun député n'est à l'abri d'une vendetta. »

La commission devait déterminer si Boris Johnson avait menti au Parlement en affirmant à plusieurs reprises à la Chambre des communes que toutes les restrictions sanitaires avaient été respectées à Downing Street durant la crise de la COVID. Cette affaire lui a déjà valu une amende de la police et a largement contribué à son départ du pouvoir l'été dernier.

« Institutions démocratiques » attaquées

« Il n'y a aucun précédent d'un premier ministre reconnu coupable d'avoir délibérément induit la Chambre en erreur », conclut la commission. « Il a induit la Chambre en erreur sur une question de la plus haute importance pour la Chambre et pour le public, et il l'a fait à plusieurs reprises. »

Le rapport dénonce aussi la très virulente lettre de démission de Boris Johnson, aux accents de Donald Trump, comme une « attaque contre les institutions démocratiques » britanniques.

Ne siégeant plus, Boris Johnson ne risque plus grand-chose. La commission indique qu'elle aurait recommandé 90 jours de suspension s'il n'avait pas claqué la porte, ce qui aurait probablement déclenché une élection partielle.

Le document, qui doit être débattu lundi par les députés puis soumis au vote, demande néanmoins que lui soit retiré l'accès dont disposent les anciens premiers ministres aux locaux du Parlement.

Certains élus conservateurs proches de Boris Johnson ont déjà appelé leurs pairs à voter contre le rapport, tandis que la numéro deux de l'opposition travailliste, Angela Rayner, a comparé l'ex-dirigeant à « un bébé qui jette ses jouets hors du landau parce qu'il s'est fait prendre ».

Boris Johnson « ne devrait plus jamais être autorisé à se présenter à un quelconque mandat », a déclaré l'association des victimes de la COVID-19.

Capacité de nuisance

Entendu pendant plus de trois heures en mars, Boris Johnson avait affirmé « la main sur le coeur » ne pas avoir menti.

Un an après sa démission de Downing Street, où il aura passé trois ans émaillés de scandales, son départ empêche tout retour au pouvoir de cet ex-journaliste et maire de Londres, au moins jusqu'aux législatives prévues l'année prochaine.

Il a rouvert les plaies béantes au sein du Parti conservateur, qui est au pouvoir depuis 13 ans, mais largement distancé par les travaillistes dans les sondages.

Boris Johnson y garde des alliés influents et une aura importante auprès de la base pour avoir remporté une victoire historique aux législatives de 2019 puis réalisé le Brexit, quand la sortie de l'Union européenne semblait dans l'impasse.

Les hostilités sont désormais publiquement déclarées avec le gouvernement de Rishi Sunak, son ancien ministre des Finances, déjà vu comme un traître dont la démission, suivie de nombreuses autres, avait abouti à la chute de M. Johnson l'été dernier.

Les tensions ont été ravivées ces derniers jours, car la liste de décorations et de nominations accordées à Boris Johnson, comme le veut la tradition pour les premiers ministres après leur départ, a été retoquée.

S'il reste au centre de l'attention politico-média, sa capacité de nuisance réelle reste incertaine. Seuls deux députés l'ont imité et ont démissionné du Parlement dans la dernière semaine, alors que certains craignaient une vague de départs massifs fragilisant le gouvernement de Rishi Sunak.

Énergies renouvelables : les dessous d'un compromis difficile entre la France et l'Allemagne

Après des mois de lutte, la France et l'Allemagne trouvent un accord sur les objectifs européens des énergies renouvelables. Les usines françaises d'ammoniac obtiennent une dérogation.

Le déploiement des énergies renouvelables en Europe va s'accélérer de manière phénoménale. C'est du moins l'objectif très ambitieux de la directive RED III contre laquelle Emmanuel Macron luttait pour préserver le recours à l'énergie nucléaire, face à une vaste offensive allemande mais aussi espagnole. Le compromis auquel sont parvenus les diplomates, vendredi 16 juin, à Bruxelles peut inspirer un certain scepticisme : l'UE se donne pour objectif de relever à 42,5 % d'ici à 2030 la part des énergies renouvelables dans sa consommation globale.

Un effort redoublé en moins de dix ans, puisque la part actuelle est de 22 % dans toute l'Europe... Cet objectif, plus politique que réellement étayé par une étude réaliste de la faisabilité, devient contraignant juridiquement. La France militait pour 40 %. Elle s'aligne sur les prétentions les plus hautes soutenues par l'Allemagne ou l'Espagne. Ces deux États, très volontaires, pourront même pousser le curseur à 45 % si bon leur semble. Ce qui fera autant d'efforts en moins à accomplir pour les autres...

17 stades de football de panneaux solaires par jour

Pour rendre les choses plus concrètes, cela correspond au déploiement de dix-sept terrains de football de panneaux solaires... par jour ! Ou, seize éoliennes érigées sur



terre et quatre en mer, par jour... Le tout devant procurer, selon cette image utilisée par Sven Giegold, le secrétaire d'État allemand à l'Action climatique, une puissance de 100 gigawatts issus du solaire et de l'éolien.

La vraie difficulté pour la France résidait dans le sous-objectif de la directive RED III concernant la décarbonation de l'industrie. Ici, l'énergie verte, c'est l'hydrogène qui se substituerait au gaz. Les Allemands refusaient de considérer comme « vert » l'hydrogène produit à partir de l'électricité d'origine nucléaire. Berlin redoute que la France, profitant de son parc nucléaire, néglige ses objectifs en matière d'énergie renouvelable, comme si les deux chantiers – extension du parc nucléaire et du parc éolien – étaient incompatibles. Or, il n'y a rien de plus faux : les équipes dédiées ne sont pas les mêmes.

Les Espagnols en embuscade

En outre, la France n'accuse aucun retard au regard de l'Allemagne. La part du renouvelable dans la consommation finale a suivi une courbe parallèle des deux côtés du Rhin. En 2021, la France se paie même le luxe d'être très légèrement devant l'Allemagne... Robert Habeck, le ministre

allemand de l'Économie et du Climat, a été un peu surpris quand, lors d'une négociation, Agnès Pannier-Runacher, la ministre française de la Transition énergétique, lui a montré ce graphique. Certes, la France n'a pas atteint les 23 % promis (par Jean-Louis Borloo en 2007 contre l'avis de son administration), mais elle n'a pas décroché par rapport à l'Allemagne.

Pendant des mois, ce point de fixation a envenimé la relation entre Paris et Berlin. Emmanuel Macron et le chancelier Olaf Scholz s'en sont entretenus à plusieurs reprises, notamment lors d'un petit-déjeuner en marge d'un Conseil européen, le 23 mars. Les Espagnols campaient, plus discrètement, sur les positions allemandes. Pour eux, le nucléaire français est un rival de leurs propres atouts énergétiques et ils comptent bien devenir une puissance exportatrice d'hydrogène vert (issu des énergies renouvelables).

Une dérogation pour les usines d'ammoniac françaises

La présidence suédoise, au milieu de ce champ de tir, a produit une première proposition de compromis le 30 mars. Inacceptable pour la France. Les pourparlers se sont prolongés pendant encore deux mois et demi et ont finalement abouti, vendredi soir. Pour sortir de cette impasse, l'Élysée a cherché une troisième voie : ni avaler le compromis suédois sans broncher ni partir au combat la fleur au fusil. La France a un problème spécifique avec l'ammoniac, dont la synthèse pour les engrains et la chimie est issue de l'hydrogène fossile. Exiger de passer à l'hydrogène vert aurait

été trop coûteux. La France a donc obtenu une dérogation au niveau européen pour les usines d'ammoniac qui seront exclues du calcul des sous-objectifs industriels. Elle pourra donc utiliser le nucléaire pour décarboner ce pan de notre industrie. En échange de quoi, Paris consent aux objectifs très ambitieux de la directive RED III sur les renouvelables. Ce compromis est « supportable », selon Sven Giegold.

Prochaine étape : il faut que le compromis soit validé par le Parlement européen. A priori, la majorité parlementaire devrait y être favorable. Pour que les objectifs de RED III se concrétisent, la délivrance des permis de construire des éoliennes doit être prodigieusement accélérée. La simplification de la réglementation a été engagée depuis plusieurs années. En 2018, il fallait compter entre sept et neuf ans pour qu'un projet de parc éolien aboutisse. En Allemagne, il faut compter entre trois et quatre ans, et c'est encore trop long. Les recours en justice, très nombreux, annulent en partie les efforts de simplification réglementaire.

La Commission déclinerà ensuite les objectifs État par État. Agnès Pannier-Runacher compte bien, à ce moment-là, que la Commission prenne en compte les efforts de décarbonation déjà accomplis par la France. « Il n'y a aujourd'hui aucune feuille de route qui indique qu'on est collectivement capable de réaliser ces chiffres-là, soulignait-elle lors d'un entretien avec Le Point, début mai. Si on veut vraiment les atteindre, la Commission va devoir aligner les mesures d'accompagnement. » Donc affecter les fonds du plan RepowerUE.

Le Mali exige le départ « sans délai » de la mission de l'ONU

Le ministre malien des affaires étrangères a déclaré vouloir mettre un terme à la présence onusienne dans son pays, seize mois après avoir exigé départ des troupes françaises de « Barkhane ».

« Sans délai ». Seize mois après avoir exigé le départ immédiat des soldats de l'opération « Barkhane » du Mali, c'est à l'ONU et à ses casques bleus déployés au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) que Bamako vient de demander de quitter le pays. Vendredi 16 juin, le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, a demandé, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le « retrait sans délai de la Minusma ». Déployée depuis 2013 pour restaurer l'autorité de l'Etat et protéger les civils, la mission de l'ONU « n'a pas atteint son objectif fondamental », à savoir « apporter les réponses adéquates à la situation sécuritaire du Mali », a affirmé le ministre.

Si l'argument est difficilement contestable, la rupture entre la junte au pouvoir à Bamako depuis le coup d'Etat d'août 2020 et les Nations unies est le résultat d'une longue crise de confiance, alimentée par la collaboration du Mali avec le groupe paramilitaire privé russe Wagner et les récentes accusations de massacres faites par l'ONU contre les autorités de Bamako.

Si le calendrier de retrait demeure incertain, cette demande de Bamako devrait ouvrir la voie à un départ des quelque 15 000 militaires, policiers et civils déployés sous le drapeau de l'ONU. « Le maintien de la paix est basé sur le principe du consentement du pays hôte, et sans ce consentement, les opérations sont presque impossi-

bles », a déclaré El-Ghassim Wane, le chef de la Minusma, à l'issue de la réunion de vendredi.

« Une coquille quasiment vide »

Les Etats membres du Conseil avaient jusqu'à fin juin pour renouveler ou non le mandat de la mission. La décision de Bamako met un point final aux débats. Elle n'a cependant pas surpris la plupart des diplomates de l'ONU. A New York, il se chuchotait depuis quelques jours qu'il fallait s'attendre à un « coup d'éclat » du ministre des affaires étrangères malien. Une sortie comparable à la demande de retrait des soldats français du Mali après des mois de tensions et de déclarations incendiaires. En août 2022, les derniers militaires de l'opération « Barkhane » ont quitté le pays.

La « rationalisation de la mission » – sans réduction d'effectifs mais en fermant des bases –, recommandée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans son rapport mardi 13 juin, a été rejetée par la junte malienne. « Ni les propositions du secrétaire général, encore moins le projet de résolution en cours de négociation par les membres de ce Conseil, n'apportent de réponse appropriée aux attentes des Maliens », a estimé Abdoulaye Diop ce vendredi. Dans un rapport adressé à l'ONU en décembre 2022, Bamako avait dressé la liste de ses exigences envers la Minusma : donner la priorité « à la dimension sécuritaire de son mandat », renforcer « son soutien aux forces armées maliennes » et opter « pour des actions et des patrouilles offensives ».

Depuis son arrivée au pouvoir, la junte promet de venir à bout de la menace djihadiste. Aussi, les militaires maliens voient-ils le mandat de la Minusma, qui n'est pas



de lutter contre les groupes armés terroristes, comme « une coquille quasiment vide », selon les termes d'un diplomate occidental. « Pour la junte, la Minusma est plus une source d'ennui qu'autre chose », résume-t-il.

Défiance croissante depuis l'arrivée des colonels

Dans son discours devant le Conseil de sécurité, Abdoulaye Diop a dénoncé « l'instrumentalisation et la politisation de la question des droits humains », avant d'accuser la Minusma d'alimenter « les tensions intercommunautaires, exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et qui sont fortement préjudiciables à la paix ». Début mai, l'ONU avait accusé dans un rapport les soldats maliens et « des personnels militaires étrangers », identifiés par des témoins et des ONG comme étant des mercenaires du groupe paramilitaire privé russe Wagner, d'avoir exécuté au moins 500 personnes lors d'une opération antiterroriste menée en mars 2022 dans le village de Moura, dans le centre du pays.

La junte n'a, depuis, cessé de s'insurger contre les conclusions de ce rapport reposant, selon elle, sur « un récit fictif ». Au point d'annoncer, comme l'a relevé l'ONU dans son dernier rapport sur la situation au Mali publié le 1er juin, son intention d'ouvrir une « enquête judiciaire contre la mission d'établissement des faits et ses complices pour espionnage, atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et complot militaire ».

L'affaire illustre le niveau de tensions entre Bamako et la Minusma. Une défiance qui n'a cessé de croître depuis l'arrivée au pouvoir des colonels. Ces derniers ont ainsi expulsé Olivier Salgado, le porte-parole de la mission, en juillet 2022, puis Guillaume NGeféa, le directeur de sa division droits humains, en mars 2023. Sur le terrain, la junte entrave les mouvements des casques bleus. « Entre le 1er avril et le 11 mai, la mission a demandé 565 autorisations de vol, dont 167 n'ont pas été obtenues », note l'ONU dans son dernier rapport, précisant aussi que quatre des cinq demandes formulées auprès des autorités pour enquêter sur les droits de l'homme « lui ont été refusées » depuis janvier. Ces entraves avaient poussé plusieurs pays à enclencher le retrait ou le non-renouvellement de leur contingent, provoquant récemment une chute de 17 % des effectifs de la mission.

A New York comme à Bamako, nombre de diplomates s'inquiètent du lourd impact que pourrait avoir le retrait des casques bleus du pays. Car, bien qu'entravée dans l'exercice de son mandat, la Minusma, mission la plus meurtrière pour ses participants avec 187 soldats tués en dix ans, permettait jusqu'ici d'assurer, dans le nord et le centre du pays, une présence dissuasive envers les groupes djihadistes.

Santé

Ces 10 aliments bénéfiques pour votre cerveau

Il est bien difficile d'isoler quels aliments sont « les meilleurs » pour le cerveau. Mais on sait un peu mieux ceux qu'il faut privilégier dans le cadre d'une alimentation variée, supposée apporter tout ce qu'il faut pour son bon fonctionnement !

Connaissez-vous le régime MIND (« mental » en anglais) ? Ce régime a été spécifiquement conçu par des chercheurs de la Rush University de Chicago et ferait gagner 7 années et demie de vie au cerveau ! Il s'inspire de deux régimes santé : le célèbre régime méditerranéen et le régime DASH (« Dietary Approaches to Stop Hypertension ») conçu pour prévenir l'hypertension. MIND signifie d'ailleurs « Mediterranean-Dash Intervention for Neurodegenerative Delay », soit en français : régime méditerranéen et Dash pour retarder la neurodégénérescence.

Selon ses inventeurs, 10 aliments seraient particulièrement bénéfiques pour nos neurones : les légumes à feuilles vertes (épinards, choux, salade...), les légumes verts, les noix en tous genres, les fruits rouges et baies (plus particulièrement les myrtilles et les fraises), les légumineuses, les céréales complètes (avoine, quinoa, riz complet), le poisson, la volaille, l'huile d'olive... et le vin rouge.

À l'inverse, 5 autres lui seraient particulièrement néfastes : les viandes rouges, le beurre et la margarine, le fromage, les pâtisseries et les sucreries, la friture et les fast-foods.

Cependant, le principe d'une alimentation variée est de manger de tout et d'être équilibrée, on ne peut pas la limiter à une seule liste d'aliments bénéfiques pour le cerveau ! Aussi l'Institut du vieillissement (Lyon) a-t-il extrait les conseils les plus judicieux du régime MIND, en y ajoutant ceux du régime méditerranéen pour respecter les recommandations nutritionnelles en vigueur.

Les aliments à favoriser

- Les fruits et les légumes : au moins 5 par jour dont les fruits rouges et les légumes verts à feuilles
- Le poisson : au moins 2 fois par semaine dont un

Quels sont les aliments sains qui peuvent remplacer la viande ?

Rouge, blanche... Vous n'appréciez pas la viande ou tout simplement ne souhaitez pas en consommer pour différentes raisons, en particulier pour protéger la planète ? Sachez qu'il existe de nombreuses alternatives, qui vous permettront en plus de varier les plaisirs !



La viande nous apporte notamment des protéines et du fer. Si vous l'excluez de votre assiette, portez votre choix sur d'autres produits d'origine animale comme les œufs. Et bien sûr le poisson qui apporte également du fer et des omégas 3, protecteurs pour le système cardiovasculaire.

Enfin, les produits laitiers doivent compléter le menu : lait, fromages, yaourts, fromages blancs, etc.

Au-delà, visez également une autre famille d'aliments : les légumes secs. « Haricots, fèves, lentilles, pois chiches... Ce sont des aliments naturellement riches en fibres et qui contiennent des protéines (végétales donc, n.d.l.r.) », rapporte Santé Publique France sur le site Manger Bouger.

« Il est recommandé d'en consommer au moins 2 fois par semaine. Ils peuvent remplacer la viande de temps en temps. Dans ce cas, il est conseillé de les associer à un produit céréalier comme dans une salade de haricots rouges et maïs, un couscous végétarien avec des pois chiches ou un curry de lentilles accompagné de riz ».

Aux fourneaux !

Misez également sur les féculents ou les produits céréaliers complets. Des aliments tels que le pain complet, les pâtes complètes, le riz complet etc., renferment aussi des protéines, tout comme quantité de fibres d'ailleurs. Testez différentes recettes et aliments. Et surtout, cuisinez vous-même plutôt que d'acheter des plats « tout faits ».



poisson gras

- Les huiles d'olive, de colza, de noix
- Les légumes secs (lentilles, haricots, pois chiches) : au moins 2 fois par semaine
- Les fruits secs (noix, amandes, noisettes) : une petite poignée par jour
- Les viandes blanches
- Les produits laitiers : 2 par jour et au moins 3 par jour dès 55 ans
- Les féculents (pain, riz, pâtes, semoule, pommes de

terre) : au moins 1 fois par jour

● 11 à 1,5l d'eau par jour

Les aliments à limiter :

- La viande hors volaille (porc, bœuf, veau, mouton, agneau, abats) : maximum 500 g par semaine soit 3 à 4 steaks
- La charcuterie
- Le beurre, la crème, les fromages : à limiter, mais sans interdiction totale
- Les boissons sucrées, les aliments gras, sucrés, salés et ultra-transformés
- Le sel : saler sans excès
- L'alcool : maximum 2 verres par jour et pas tous les jours

LEGAL NOTICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Before the Master and Registrar thereof)

In the matter of:-

Development Bank of Mauritius Ltd having its registered office situate at Chaussee Street, Port-Louis.

Plaintiff

Versus

Mrs Pramodah RAM the lawful wife of Mr. Dharmaraj BUDHU, residing at Royal Road, Goodlands, substituted service to be effected in virtue of Judge's Order dated 21 April 2023.

Defendant

TAKE NOTICE FOR THAT:-

TAKE NOTICE, You, **Mrs Pramodah RAM the lawful wife of Mr. Dharmaraj BUDHU**, the Defendant in the above matter, residing at Royal Road, Goodlands, that the Plaintiff, Development Bank of Mauritius Ltd, intends to initiate a Sale by Levy proceeding before the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius, praying for the Sale by Levy of the hereunder mentioned property, viz:- **DESCRIPTION OF PROPERTY: DESIGNATION: PROPERTY CHARGED:** Une portion de terrain de la contenance de quatre cent vingt deux mètres carrés et neuf centièmes de mètres carrés (422.09m²) (étant le lot No.1 du plan de partage) située au quartier de la Rivière du Rempart lieu dit Melleville et bornée d'après le procès verbal de rapport dressé par Monsieur Ng Tong Ng Wah, arpenteur juré, en date du 14/04/2006 enregistré au Reg LS 57 No 4995 comme suit :- Du premier côté, par un chemin commun de trois mètres et quatre vingt dix centimètres (3.90m) de large des réserves d'un mètre (1m) de large entre sur seize mètres et quatre vingt centimètres (16.80m). Du deuxième côté, par un chemin de sortie de trois mètres et soixante six centimètres (3.66m) de large des réserves d'un mètre (1m) de large entre partie sur une longueur développée de sept mètres (7m) et partie sur une ligne droite mesurant vingt mètres et soixante dix huit centimètres (20.78m). Du troisième côté par le lot No. 2 sur seize mètres et quatre vingt seize centimètres (16.96m). Du quatrième et dernier côté par une portion de terrain appartenant à divers propriétaires sur vingt cinq mètres et vingt sept centimètres (25.27m). Together with building existing thereon and all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever and morefully described in deed transcribed in Volume TV 6550/33 and Pin No. 1306050372.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that the Memorandum of Seizure dated 22/05/2023 together with the Power to Seize dated 18/05/2023, have been posted up in the hall of the Supreme Court as per Judge's Order dated 21/04/2023, situate at Edith Cavell Street, Port-Louis and have been posted up on the face of the door of Mr Sandeeven Samoo and Mrs Anjela Samoo at last known address as per Judge's Order dated 21/04/2023, situate at Avenue Moreau, Vacoas.

TAKE FURTHER NOTICE that the Memorandum of Seizure dated 22/05/2023 have been registered in DH202305/000049 on 25/05/2023, the Power to Seize have been registered in A202305/000969 on 25/05/2023 and the Usher's return of service dated 02/06/2023 duly served by Mr. P. H. Iyempermall, Registered Usher have been registered in DH202306/000027 on 15/06/2023.

WARNING YOU, the above named Defendant that the sale by levy proceeding for the above mentioned property will be proceeded with before the Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius on a day to be fixed by the above Court, whether you be present or not.

This publication is being made in virtue of an Order made on the 21 April, 2023 by Her Ladyship, Honourable C GREEN-JOKHOO, Judge sitting in Chambers.

Under all legal reservations,
Dated at Port-Louis, this 16th day of June, 2023.

Me. R. Bucktowns SA
Orison Legal
Level 2, Hennessy Court, Cr. Pope Hennessy and Suffren Streets, Port Louis.
Plaintiff's Attorney

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Yush Construction Ltd Rep by Mrs Seetal Sookay Soobaya will apply to the District Council of Savanne for an installation of a container situated at Corner Playground Street and Royal Road La Flora to be used as Hardware Shop having the right to sell cement, iron and steel bars ancillary to an existing hardware shop situated at Royal Road La Flora.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named council within 15 days as date from the date of this publication.

date: 19/06/2023

LEGAL NOTICE

SUBSTITUTED SERVICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Before the Master & Registrar thereof)

In the matter of:-

Shyam DYALL

Represented by his agent & proxy Ooma Shunker RAM of Castel, Phoenix.

PETITIONER

v/s

1.- Sanjay GANGARAM

2.- Shyamall GANGARAM, both of Royal Road, Petit Raffray.

RESPONDENTS

NOTICE TO ATTEND COURT:-

In compliance with an Order made on the 14th January, 2021 by His Lordship, the Honourable Judge, Mr N. F. OH SAN-BELLE-PEAU, the abovenamed Petitioner has been authorized to effect substituted service by way of publication.

TAKE NOTICE you the abovenamed **Respondent No. 1**, that the abovenamed Petitioner has petitioned to the Master & Registrar, Supreme Court, for a Division in Kind relating to a portion of land of an extent of **406 m², being Lot No. 7**, situate in the District of Riviere du Rempart place called Beau Manguier, "Pereybère" and the whole morefully described and transcribed in Vol. TV 5746/9.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that the above case will be called before the Honourable, The Master and Registrar of the Supreme Court of Mauritius (Master's Court), situate at New Supreme Court Building, c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, for **Perusal of Report on Friday the 21st day of July 2023 at 9.30 hours**, and that you the abovenamed **Respondent No. 1**, are most formally requested to attend Court on the aforesaid date and hour.

WARNING you, that the above matter will be called, whether you be present or not and you are by these presents requested, called upon and summoned to be and appear before the Master's Court, Supreme Court Building, or to be legally represented on the day and hour aforesaid and to give your stand on the said report.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 16th day of June 2023.

Me. Afzal AGOWAN
of Bahemia Building, No. 56, Sir William Newton St,
Port Louis.
ATTORNEY FOR THE PETITIONER

Foot News

Newcastle United sur le point de signer Nicolo Barella pour 50 millions de livres sterling



Le club de football de Newcastle United est sur le point de faire une déclaration en signant le milieu de terrain de l'Inter Milan, Nicolo Barella. Le milieu de terrain italien de 26 ans a disputé 52 matches pour son club actuel toutes compétitions confondues la saison dernière, remportant la Coppa Italia et la Supercoppa Italia. Il a également commencé pour l'équipe lors de la finale de la Ligue des champions. Barella est considéré comme l'un des meilleurs milieux de terrain à son poste et est sur le point de signer un accord avec Newcastle United.

Newcastle United cherche à ajouter deux milieux de terrain à son

équipe pour la saison à venir. Eddie Howe, le manager du club, souhaite renforcer son équipe pour le premier passage de l'équipe parmi l'élite européenne en 20 ans. Barella est le premier choix du club pour l'un de ces deux postes, et le club est sur le point de s'entendre sur un accord de 50 millions de livres sterling avec l'Inter Milan.

Barella gagne actuellement 154 000 £ par semaine à Milan et il deviendra le joueur le mieux payé de Newcastle United si l'accord est conclu. Newcastle United a adopté une philosophie de qualité plutôt que de quantité pendant le règne d'Eddie

Howe en tant que manager du club. La signature de Nicolo Barella, international italien avec 43 sélections et vainqueur de la Serie A, cadrerait avec la politique du club d'embaucher des joueurs de haut calibre.

Newcastle United n'était pas le seul club intéressé par Barella. Liverpool envisageait de le signer l'an dernier et avait conclu un accord d'échange avec Naby Keita. James Maddison reste également sur la liste restreinte du milieu de terrain de Newcastle, mais le club du nord-est hésite à payer le prix demandé de 60 millions de livres sterling à Leicester. Tottenham Hotspur est un autre club intéressé par Maddison, mais l'absence de football européen pourrait être un facteur dans la décision de Maddison de jouer au plus haut niveau avant l'Euro 2024.

Les négociations sont toujours en cours concernant le déménagement et les deux parties doivent encore finaliser un accord. Néanmoins, Newcastle United est confiant de conclure bientôt un accord avec l'Inter Milan. Si l'accord est conclu, Barella renforcera considérablement l'équipe de Newcastle United pour la prochaine saison de football, et les fans de football attendent avec impatience que cette signature se concrétise.

Tottenham offre 50M€ pour le duo Maddison-Barnes

Selon le 'Daily Mail', les Spurs s'apprêtent à formuler une offre de 50 millions d'euros pour s'attacher les services de James Maddison et Harvey Barnes. Leicester devrait la refuser.

Leicester s'attend à perdre la plupart de ses bons joueurs après avoir été relégué en Championship. Après Youri Tielemans, ce sont Harvey Barnes et James Maddison qui pourraient être les prochains à faire leurs valises.

Les deux complices, qui ont contribué à 23 buts et 10 passes décisives de Leicester la saison dernière, sont sur les tablettes de West Ham et Aston Villa. Mais selon les informations du 'Daily Mail', Tottenham aurait aussi coché le nom des deux internationaux anglais.

Le club de Daniel Levy s'apprête à formuler une offre conjointe de 50 millions d'euros pour s'offrir le duo. Selon toute vraisemblance, les dirigeants des Foxes vont refuser cette offre. Ils espèrent 60 millions d'euros pour chacun des deux joueurs.

En fin de contrat à l'issue de la saison prochaine, James Maddison est également convoité par Newcastle, qui a peut-être l'avantage de jouer l'an prochain une compétition européenne, et pas n'importe laquelle, la Coupe aux Grandes Oreilles.



De son côté, Harvey Barnes est sous contrat jusqu'en 2025 et les champions d'Angleterre en 2016 n'ont donc pas l'obligation de le vendre dès cet été pour s'assurer de recevoir des sous.

Arsenal : William Saliba en passe de prolonger son contrat



Le jeune joueur de 22 ans restera à Arsenal, au moins jusqu'en 2027, grâce à un nouvel accord qui est sur le point d'être finalisé. C'est en tous cas ce qu'affirment nos confrères de The Athletic. Les négociations concernant le nouveau contrat sont maintenant passées à l'étape des formalités administratives, et les deux parties souhaitent le faire signer au plus vite. Cette prolongation intervient à un an de la fin du contrat du joueur. Arsenal, avec ses ambitions en C1 et en Premier League l'année prochaine, ne veut plus perdre de temps.

La liste de prolongations s'allonge

Saliba imite ainsi ses coéquipiers Bukayo Saka, Gabriel, Gabriel Martinelli et Aaron Ramsdale, qui ont tous signé un nouveau contrat avec le club londonien. Toutes ces signatures offrent des garanties sportives et de la stabilité dans l'effectif de Mikel Arteta. Saliba a joué un rôle clé la saison dernière alors qu'Arsenal luttait pour le titre de Premier League. Toutefois, son absence lors des 11 derniers matchs de la saison s'est fait grandement ressentir, et coïncide avec les moins bons résultats d'Arsenal, glissant à la deuxième place au profit de City

L'ancien défenseur international écossais Gordon McQueen est décédé

L'ancien défenseur central écossais Gordon McQueen est décédé à l'âge de 70 ans après avoir lutté contre une démence vasculaire qui avait été diagnostiquée en 2021, a annoncé sa famille jeudi.



McQueen, qui a joué pendant 16 ans dans les années 1970 et 1980, s'est illustré tant à Leeds qu'à Manchester United.

McQueen, du haut de ses 1m91, était l'un des meilleurs défenseurs centraux de son époque. Il a été sélectionné à 29 reprises avec l'Écosse entre 1974 et 1981. Il s'est fait connaître en Angleterre après avoir quitté St Mirren pour Leeds en 1972, aidant le club du Yorkshire à remporter le championnat en 1973-1974 et jouant un rôle clé dans son parcours jusqu'à la finale de la Coupe d'Europe en 1975.

McQueen, qui n'a pas participé à la finale de Leeds contre le Bayern Munich en raison d'une suspension, a rejoint le grand rival Manchester United en 1978 et a remporté la FA Cup en 1983.

Une blessure l'a privé d'une participation à la Coupe du monde en 1978, alors qu'il avait été inclus dans l'équipe d'Écosse. Il y avait effectué ses débuts le 1er juin 1974 contre la Belgique.

Après avoir pris sa retraite en tant que joueur, McQueen a été brièvement manager d'Airdrie et entraîneur de son ancien club, St Mirren, avant de passer cinq ans à Middlesbrough, comme adjoint de Bryan Robson, jusqu'en 2001.

McQueen est ensuite devenu un commentateur populaire de Sky Sports. Sa fille Hayley, présentatrice de Sky Sports, a révélé dans une interview à l'émission Good Morning Britain d'ITV en avril que la maladie de son père avait été déclenchée à la suite des coups de tête répétés des ballons de football.

Liverpool : James Milner signe à Brighton

James Milner, le très expérimenté milieu de terrain anglais, s'apprête à entamer sa 22e saison en Premier League avec un nouveau défi à Brighton. En fin de contrat à partir du 30 juin, il quitte Anfield après huit saisons passées à Liverpool, le joueur de 37 ans a choisi de rejoindre les Seagulls, où il a signé un contrat d'une saison. Fort de son expérience acquise lors de ses passages à Leeds, Aston Villa, Newcastle et Manchester City, le vétéran anglais apportera toute sa connaissance du jeu à un club qui ne cesse d'impressionner.

Brighton a besoin d'expérience

Brighton, classé sixième la saison dernière, participera pour la première fois de son histoire à une compétition européenne. Le directeur technique du club, David Weir, s'est exprimé sur l'arrivée de Milner en déclarant :

Avec un total de 619 apparitions en Premier League, Milner occupe actuellement la troisième place du classement des joueurs les plus capés de la compétition, derrière Gareth Barry (652) et Ryan Giggs (632). Son arrivée à Brighton vient ainsi renforcer l'effectif et apporter une présence expérimentée au sein de l'équipe. Les Seagulls espèrent que l'apport de Milner contribuera à leur succès lors de cette nouvelle saison et de leur participation historique à une compétition européenne.